



# LES GRANDS DÉFIS DES RELATIONS INTERNATIONALES



## EN GUISE D'INTRODUCTION

Il est toujours présomptueux de vouloir anticiper les défis futurs, de prédire quelles catastrophes nous devons éviter, de connaître à priori les chantiers sur lesquels les Nations et les citoyens de ces Nations doivent impérativement travailler et prévenir les difficultés.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'a pas vu venir les grands chocs des dernières décennies. Ni les devins, ni les politologues, ni les intellectuels, ni les académiques, ni les économistes n'ont vu venir les grandes ruptures positives ou négatives de ces trente dernières années. Et dans bien des cas, les protagonistes les plus impliqués dans ces événements ont plus subi l'histoire qu'ils n'en ont été les véritables acteurs.

Qui pouvait imaginer au début des années 80 : la chute prochaine du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes, la réunification du continent européen ou la montée de l'islamisme radical et de son corolaire, le terrorisme.

Là où nous pensions voir émerger un monde multipolaire, une seule hyper puissance politique, économique et militaire domine le monde. Plus récemment, personne n'a vu venir ou n'a voulu voir venir l'énorme crise financière, économique et sociale dont nous essayons aujourd'hui de nous dépêtrer. Personne non plus à cette époque n'avait imaginé que les émissions de carbone liées aux activités humaines auraient un tel impact sur le climat, sur la biodiversité et au final sur l'avenir de nos sociétés et de notre niveau de vie.

En santé, nos parents étaient convaincus que le sort des maladies infectieuses était quasi réglé, on venait de vaincre définitivement la variole (1978), on s'attaquait à la polio (campagne mondiale à partir de 1988) et à la tuberculose, le SIDA n'existait pas, et le mot pandémie appartenait plus aux livres d'histoire de la médecine qu'aux syllabus distribués dans les auditoriums.

Dans le domaine des technologies et en particulier des télécommunications, personne non plus n'avait vraiment anticipé l'importance que prendraient l'ordinateur, le GSM, l'Internet, le TGV,...

C'est dire encore une fois s'il est hasardeux de présenter aujourd'hui quels sont les grands défis pour demain, ceux auxquels nous devons nous préparer, nous organiser aujourd'hui. Ceux qui attendent des décisions de la part de nos dirigeants, qui méritent une mobilisation de chacun d'entre nous.

Pour anticiper donc et pour définir le menu des relations internationales de demain, nous ne pouvons finalement qu'utiliser les ingrédients qui sont aujourd'hui sur la table, les paramètres, les idées et les phénomènes que nous pouvons déjà percevoir, mesurer ou imaginer aujourd'hui.

Avec deux atouts cependant qui ont émergé plus qu'hier lorsqu'il s'agit de peser sur l'avenir et d'en maîtriser son cours, que nous n'utilisons pas assez et qui vont en s'amplifiant :

1) Les mécanismes de concertation et de gouvernance mondiale se sont considérablement développés depuis 30 ans et sont conçus pour être de plus en plus efficaces et contraignants ; qu'il s'agisse d'organisations régionales comme l'UE ou l'OTAN, d'organisations des Nations Unies, comme le Conseil de sécurité ou l'Assemblée Générale, les Nations ont mis en place des organes de concertation dans tous les domaines des activités humaines. Car nous avons plus que jamais auparavant la conscience de destins liés, d'enjeux globaux nécessitant des réponses globales. Même si ces mécanismes de concertation posent encore des problèmes d'efficacité, de légitimité ou de démocratie, comme le G20, ils reflètent la volonté de se parler, de trouver des solutions négociées, de mesurer ensemble la part des responsabilités, le burden-sharing, avec autour de la table de nouveaux acteurs comme la Chine et l'Inde mais aussi le Brésil (ceux qu'on appelle avec la Russie les pays du BRIC).

Il faut dire que cette volonté de concertation accrue intervient au moment où l'Amérique est dans une position de relative faiblesse, après le succès très relatif pour ne pas dire l'échec en Irak, une guerre qui pose aussi de graves questions de légalité et de légitimité, après l'enlisement en Afghanistan et le coût massif de ces deux guerres dans l'économie américaine, après le choc violent qu'a constitué la crise des subprimes et ses effets sur l'économie américaine (et mondiale) et les doutes que cela fait naître sur la monnaie mondiale de référence, le dollar américain.

2) Plus que jamais nous pouvons prévoir les effets de nos décisions/non décisions d'aujourd'hui, de nos comportements, même si les modèles scientifiques doivent être affirmés, il existe au moins quelques grands domaines dans lesquels nous avons une idée certes imparfaite mais assez nette de ce que sera l'avenir :

- Le climat de la planète va se réchauffer et la biodiversité va diminuer : ce sont les très importants travaux du GIEC qui nous le disent.
- La démographie mondiale va continuer à peser fortement sur l'organisation des sociétés.
- La logique marchande continuera de gagner de plus en plus d'espace et de terrain (notamment avec la marchandisation progressive des services comme la santé ou l'éducation) ; cette logique marchande ira de pair avec la valorisation très forte de l'autonomie des individus et de leurs libertés individuelles.
- Les technologies continueront d'évoluer rapidement, on nous annonce notamment des avancées très importantes liées aux nanotechnologies, à la bionique, à la génétique.
- Et enfin, on peut aussi avancer sans trop de risques de se tromper que le monde sera instable et les capacités destructrices liées aux armements seront de plus en plus considérables.

Sur base de ces quelques constats, quels seront les sujets qui seront sur la table des gouvernements et notamment des plus puissants d'entre eux ?

LES POLITOLOGUES ET LES RESPONSABLES POLITIQUES ONT  
COUTUME D'ÉNONCER TROIS GRANDS DOMAINES  
DE PRÉOCCUPATION INTERNATIONALE :  
LA GOUVERNANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE,  
L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ.

NOUS ALLONS LES ÉVOQUER RAPIDEMENT AVANT DE RAJOUTER  
UN ÉLÉMENT QUI NOUS PARAÎT ESSENTIEL ET QUI DÉTERMINE  
LARGEMENT CES TROIS PREMIERS DÉFIS,  
C'EST LE FORMIDABLE DÉFI DE LA DÉMOGRAPHIE.

## SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'ABORD :

La crise est loin d'être derrière nous, elle est née de l'endettement massif des ménages américains et des banques, et elle a été traitée par un recours à l'endettement supplémentaire des Etats principalement en Amérique et en Europe.

Elle est liée à l'explosion d'un capitalisme financier totalement déconnecté de la réalité industrielle, à une économie virtuelle très sensible aux aléas de la spéculation. L'industrie financière, avec ses profits excessifs et donc intenable et ses rémunérations extravagantes, a fait courir à l'économie mondiale des risques importants. Ce sont les citoyens et les Etats qui ont payé et paieront encore longtemps les effets dévastateurs de cette prise de risque.

On sait le tremblement de terre de cette crise en Belgique qui a profondément modifié le paysage bancaire, qui a eu la peau d'un gouvernement et dont les effets sur la magistrature sont loin d'être terminés. 35.000 personnes ont perdu leur emploi en 2009 à cause de cette crise et 60.000 le perdront en 2010. L'endettement de l'Etat belge flirte à nouveau avec les 100 %.

La planète économique et financière a - un peu - changé grâce aux décisions prises par le G20, notamment, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, sous l'impulsion de Sarkozy :

- Le FMI sort renforcé, comme organe de contrôle et de prêt, sa composition est modifiée pour donner plus de poids aux pays émergents.
- L'Europe et les Etats-Unis sont en train de se doter d'institutions de contrôle macro-prudentiel. En 2010, un Conseil européen du risque systémique devrait voir le jour.
- Les rémunérations des banquiers et des traders ont été - un peu - limitées.
- Les hedge funds et autres produits toxiques, opaques et à haut risque devraient être mieux contrôlés;
- Le secret bancaire et les paradis fiscaux perdent - un peu - de terrain.

Mais entre-temps le monde a changé :

- L'épicentre de l'économie mondiale est en train de basculer des rives de l'Océan atlantique aux rives du Pacifique.
- L'endettement mondial n'a pas reculé.
- La monnaie de référence qu'a constitué le dollar depuis la création des institutions de Bretton Woods (FMI et BM), pourrait être écartée au profit d'un panier de devises.
- Et surtout, les conséquences économiques et sociales liées à ces désordres financiers sont loin d'avoir été réglées : qu'on songe notamment à la crise alimentaire et à la faim qui touchent aujourd'hui un milliard de personnes (une importante conférence aura lieu à la FAO à Rome la semaine prochaine).

La lutte contre la pauvreté, les inégalités et le développement sont évidemment un corollaire fondamental à la résolution des défis économiques et sociaux.

Deux éléments parmi d'autres doivent attirer notre attention: (a) il est essentiel d'enfin trouver une issue aux négociations de l'OMC commencées il y a près de 8 ans dans le cadre du cycle de Doha ; (b) les Nations, lors de l'assemblée générale des Nations Unies de 2000, se sont fixées un agenda pour le développement, un agenda pour quinze ans en huit objectifs : les Millenium Development Goals. Aujourd'hui on est loin du compte.

## SUR LE PLAN DE LA SÉCURITÉ ENSUITE :

C'est l'obsession des Américains. L'attaque du 11 septembre est la première véritable attaque sur le sol américain depuis la fondation des Etats-Unis. C'est l'effondrement du mythe d'invulnérabilité.

C'est aussi la grande déficience, la grande faiblesse des Européens qui ont largement abandonné leur sécurité à l'Amérique. L'Europe reste dépourvue d'un système de défense dont elle aurait la maîtrise. Elle a développé un partenariat asymétrique avec les USA qui assurent le rôle de protecteur en dernier ressort de l'Europe mais à la condition que l'UE et les Etats membres appuient la

stratégie américaine, laquelle reste déterminée en fonction des intérêts et de la vision du monde des Etats-Unis. Il n'y a aucune raison pour que l'Europe s'en remette à ce point aux USA pour sa sécurité : nous avons la démographie, les moyens économiques et scientifiques qui nous permettent de coopérer avec les USA sur pied d'égalité et de faire valoir notre propre vision du monde.

Car le monde restera dangereux en raison :

- des tensions sur les ressources (nous dépendons encore longtemps des énergies fossiles, l'eau propre et douce se raréfie ...)
- des tensions idéologiques, notamment avec l'émergence d'un islam politique radical ;
- de la prolifération nucléaire ;
- des mafias, de l'instabilité politique dans une série de régions plus ou moins périphériques en Afrique, en Asie centrale et au Proche-Orient ;
- de la prolifération des armements conventionnels ou non : on dépense mille milliards d'euros par an en armements (c'est un chiffre qui est en constante augmentation depuis une décennie) alors qu'on n'en dépense pas le dixième dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement.

La lutte contre la prolifération nucléaire reste évidemment une toute grande priorité et une grande urgence. Il est loin le temps où seuls les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité possédaient des armes atomiques : la France, la Grande-Bretagne, les USA, la Chine et la Russie sont venus se rajouter à Israël, l'Inde, le Pakistan et sans doute la Corée du Nord. Demain, d'autres pays pourraient développer la bombe : l'Iran (et dans ce cas l'Arabie Saoudite et l'Egypte seront tentés de l'acquiescer), le Brésil, l'Ukraine. A ce moment là, d'autres pays pourraient aussi envisager de posséder des bombes nucléaires et le risque d'utilisation augmenterait de manière exponentielle.

Le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires aura 40 ans l'an prochain. Il doit faire l'objet d'une conférence d'examen. L'enjeu est colossal. On ne peut pas se permettre de louper ce rendez-vous. Un des éléments essentiels pour stopper la prolifération sera d'enfin démanteler les arsenaux des puissances nucléaires actuelles.

## LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SES CONSÉQUENCES

Nous savons que nos consommations d'énergie, celles liées aux activités humaines, ainsi que les activités de déforestation sont responsables d'émissions de gaz, surtout de carbone telles qu'un effet de serre se produit et que la température de la terre augmente.

Cette augmentation de température va de pair avec une dilatation des océans, une fonte des pôles (et donc une augmentation du niveau des océans), une augmentation des catastrophes naturelles (sécheresse, incendies, mais aussi cyclones dans l'Atlantique ou typhons dans le Pacifique), effondrement de la biodiversité, déplacements de population. Le nombre de catastrophes naturelles a doublé en 20 ans selon le centre de recherche et d'épidémiologie des désastres de l'UCL. La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère est passée de 300 particules par million au début du XXème siècle à 387 ppm aujourd'hui. On sait qu'au-delà de 400 particules par million, il est très peu probable de maintenir l'augmentation de la température du globe en-dessous de 2°, ce qui est l'objectif de Copenhague. Les militants des organisations environnementales réclament qu'on en revienne à maximum 350 ppm au plus vite afin de limiter les dérèglements climatiques.

On ne peut pas louper Copenhague. Le protocole de Kyoto prend fin en 2012. On sait que les USA, principal pays émetteur à l'époque ne l'avait pas ratifié : Bill Clinton l'avait signé mais Bush ne l'a jamais présenté devant le Congrès pour ratification. D'autres pays riches comme l'Australie avaient aussi rejeté ce protocole. Et ni les pays émergents, ni les pays pauvres n'étaient parties à l'accord.

Le traité qui sera signé à Copenhague devra prévoir des mesures contraignantes de réduction des émissions pour les principaux émetteurs y compris tous les pays qui n'étaient pas parties au protocole de Kyoto. Il doit aussi prévoir des moyens financiers pour aider les pays pauvres à s'adapter aux changements climatiques. Il doit prévoir des mécanismes de solidarité et des mécanismes de préservation des forêts.

La préservation des forêts primaires est un enjeu particulièrement important : toutes les secondes, c'est l'équivalent de deux terrains de football de forêts

primaires qui disparaît. La disparition de ces forêts compte pour 20 % dans les émissions de GES. Ces forêts sont non seulement des puits de carbone inestimables mais ce sont des concentrateurs de biodiversité. Si ces forêts disparaissent, un patrimoine vivant extraordinaire sera à jamais détruit. La reforestation n'y changera rien.

## LA DÉMOGRAPHIE

Nous connaissons, notre génération a connu une période de bouleversements démographiques sans précédent à l'échelle de l'humanité. Et sans équivalent à l'avenir. Durant la dernière décennie du deuxième millénaire, la croissance mondiale a connu le rythme le plus élevé qu'elle ne connaîtra jamais. Elle a crû de 80 millions d'individus par an entre 1995 et 2005. Cette croissance ralentit, parfois très nettement dans certains pays, même si la population mondiale continue de croître rapidement.

Au cours du 20ème siècle, tous les pays ont connu ce qu'on appelle la transition démographique, la mortalité a baissé avant et plus rapidement que la natalité. L'espérance de vie a considérablement augmenté. Nous sommes passés de moins d'un milliard d'individus en 1800 à 1,7 milliards en 1900 et à 6 milliards d'êtres humains au tournant du millénaire. Nous serons 9 milliards en 2050. Mais cette augmentation de population est inégale et très variable d'un pays à l'autre. Le continent européen pourrait voir sa population se contracter hors immigration. A l'intérieur de l'Europe, la France connaîtra une augmentation de sa population de 6 millions de personnes tandis que l'Allemagne connaîtra une contraction du même ordre voire davantage. Le Japon, la Russie voient déjà leur population décroître tandis que l'Afrique et l'Asie du Sud connaissent encore une forte croissance.

En même temps que ces variations importantes du nombre de personnes, la population mondiale vieillira et le nombre d'enfants par ménage se réduira. On estime qu'une fille sur quatre qui naît aujourd'hui en Europe, au Japon ou aux USA sera centenaire. Le nombre de deux enfants par ménage que nous connaissons en Europe deviendra la norme dans le reste du monde.

La proportion importante des personnes âgées surtout dans les sociétés occidentales mais aussi dans la plupart des autres pays aura des conséquences importantes :

- Le poids des personnes âgées sera déterminant dans la définition des politiques publiques;
- Nous devons redéfinir les rapports intergénérationnels, les rôles socio-professionnels et la répartition des charges de ces 3 à 4 générations qui coexisteront.
- Le financement des retraites et l'âge de la retraite feront l'objet de tensions intergénérationnelles.
- Les maladies de la vieillesse, maladies chroniques ou dégénératives et les soins qu'elles réclament augmenteront. Qu'on songe par exemple au fait que la maladie d'Alzheimer touche 24 millions de personnes dans le monde aujourd'hui et que ce chiffre doublera tous les 20 ans au cours du prochain siècle. Cela aura un effet facile à imaginer sur les dépenses de santé dont le financement public sera compromis.

Le troisième phénomène majeur de l'évolution de la population mondiale, outre sa forte croissance et son vieillissement, concerne sa forte mobilité.

Les phénomènes migratoires ont une ampleur sans précédent et la pression aux frontières de l'Europe et d'une manière de l'hémisphère sud vers l'hémisphère nord pose aussi des défis pour nos sociétés.

## EN CONCLUSION

Nous avons évoqué les défis tels que nous pouvons les imaginer aujourd'hui, avec nos instruments de mesure, nos connaissances sur les comportements humains, sur l'état du monde actuel. D'autres défis non identifiés aujourd'hui pourraient survenir.

Plus que jamais auparavant peut-être, les décisions d'aujourd'hui ou l'absence de décisions impacteront, comme disent les anglo-saxons, sur la sécurité, la prospérité, la qualité de la vie, la préservation de la diversité biologique et culturelle, et finalement la dignité de chaque être humain. Nous avons plus que jamais besoin de responsabilité partagée, de gouvernance mondiale, de leadership européen, de coopération à tous les étages, de refus de repli identitaire ou protectionniste. Bref, d'un ambitieux projet humaniste. L'Europe, en particulier, dotée enfin d'un nouveau traité qui lui donne des institutions plus efficaces et plus légitimes, devrait enfin sortir de son rôle de nain politique pour jouer pleinement un rôle de puissance au service de la dignité de chaque être humain, de la paix, de la prospérité partagée et du développement durable. Il faudra du courage, de la lucidité et de la volonté. Sans perdre de temps.

Auteur : Georges Dallemagne  
novembre 2009

### DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



**Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

**Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00**

**[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**